

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA
DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

I parte della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 4-6 giugno 2007)

Raccomandazione n. 804 ⁽¹⁾

Dispiegamento di armamenti nello spazio: seconda parte

Annunziata il 18 settembre 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant tout d'abord la nécessité de souligner la différence entre militarisation et arsenalisation de l'espace extra-atmosphérique et acceptant la définition de la militarisation de l'espace comme l'utilisation de systèmes spatiaux en soutien des opérations militaires au sol et celle de l'arsenalisation comme le déploiement en orbite d'armes;

(ii) Constatant que malgré quelques tentatives innovantes, aucune initiative

spatiale européenne commune ne semble émerger et que, confrontée à de réelles difficultés sur son projet emblématique, Galileo, l'Europe fait régulièrement l'objet de critiques à propos de crédibilité du volet sécuritaire de son secteur spatial;

(iii) Rappelant que l'économie européenne, comme l'ensemble de l'économie mondiale, est particulièrement vulnérable à une attaque visant son architecture satellitaire car l'espace est un secteur à la fois sensible et primordial qu'il est nécessaire de protéger;

(iv) Considérant dans cette logique qu'il est légitime pour un Etat de chercher

(1) Adoptée par l'Assemblée le 6 juin 2007, au cours de sa 5^{ème} séance plénière.

à protéger ses systèmes et équipements spatiaux, dans le respect du droit de l'espace existant;

(v) Constatant que le droit de l'espace est fondé essentiellement sur cinq traités multilatéraux à caractère général: le Traité sur l'espace extra-atmosphérique (1967), l'Accord sur le sauvetage des astronautes (1968), la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux (1975), la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et l'Accord sur la lune (1979);

(vi) Rappelant qu'aux termes de l'article IV, paragraphe 1, du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, les pays signataires s'engagent « à ne mettre sur orbite autour de la terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, à ne pas installer de telles armes sur des corps célestes et à ne pas placer de telles armes, de toute autre manière, dans l'espace extra-atmosphérique »;

(vii) Notant que toutes les grandes puissances spatiales ont souscrit aux objectifs et aux principes du Traité sur l'espace extra-atmosphérique;

(viii) Soulignant que le déploiement d'armements, en dehors des armes de destruction massive, n'est pas en lui-même expressément prohibé, mais que les essais d'armements le sont pleinement;

(ix) Considérant que si les principales puissances spatiales avaient une réelle volonté de mettre fin à toute ambiguïté, elles ratifieraient et appliqueraient la totalité des textes existants et que, même si les Etats-Unis semblent déterminés à éviter toute contrainte, la responsabilité est partagée entre toutes les parties concernées;

(x) Constatant à cet égard que les principales puissances spatiales n'ont pas encore ratifié l'Accord sur la lune;

(xi) Saluant les initiatives visant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique (PA-

ROS), élaborées au sein de la Conférence du désarmement des Nations unies;

(xii) Constatant l'absence d'un régime international de contrôle des systèmes et des armes à énergie dirigée telles que les lasers et qu'outre l'essai d'arme antisatellite chinoise de janvier 2007, l'éblouissement d'un satellite espion américain au dessus du territoire chinois par un laser avait fait l'objet de nombreuses controverses;

(xiii) Considérant qu'il serait opportun de lancer une étude approfondie au sein de l'Union européenne à propos de ces nouvelles technologies afin de pouvoir répondre aux défis que cela représente pour les systèmes satellitaires européens Galileo et GMES, y compris pour les systèmes nationaux qui contribuent aux capacités spatiales mondiales;

(xiv) Soulignant que l'action antisatellite chinoise risque d'avoir des effets négatifs à terme car elle justifie des projets d'arsenalisation de l'espace qui dépassent le cadre de la « légitime défense spatiale » et peuvent comprendre des capacités offensives de première frappe;

(xv) Soulignant le risque que les essais d'armes dans l'espace font peser sur les systèmes spatiaux civils, notamment par la dissémination de débris spatiaux, les dysfonctionnements accidentels et les « dommages collatéraux » qu'ils peuvent entraîner;

(xvi) Rappelant que selon les estimations des Nations unies, environ 12 300 débris d'une longueur comprise entre dix centimètres et un mètre et plus de 200 000 débris d'une taille inférieure à un centimètre, très difficilement repérables ou traçables, gravitent en orbite terrestre basse;

(xvii) Considérant que l'augmentation du nombre d'acteurs publics ou privés dans l'espace accroît mathématiquement le risque de collisions orbitales ou de débris spatiaux et que la perspective d'un déploiement d'armements dans l'espace est une source d'inquiétude supplémentaire

puisque'elle multiplierait les risques qu'un tir soit déclenché par inadvertance;

(xviii) Soulignant que ces constatations démontrent clairement les lacunes existantes en la matière;

(xix) Notant que l'émergence d'une organisation spatiale internationale aurait au moins le mérite de fixer des normes à respecter, à l'instar de ce qui se fait au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

(xx) Considérant que la prolifération de la technologie des armes antisatellites (ASAT) ainsi que le développement de nouvelles armes ASAT ou l'amélioration des arsenaux existants par les Etats qui ont des projets et des capacités dans ce domaine sont deux dangers qui guettent la sécurité internationale;

(xxi) Estimant que près d'une quinzaine d'Etats disposent de capacités avancées de lancement de systèmes spatiaux et que certains d'entre eux pourraient développer des programmes visant à acquérir des capacités ASAT,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE DEMANDER AUX ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE ET DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

1. De proposer l'élaboration d'une étude européenne sur les répercussions d'un éventuel déploiement d'armements dans l'espace en vue de protéger et de renforcer les capacités spatiales européennes en adoptant des mesures à caractère préventif et réactif;

2. De s'appuyer, dans ce contexte, sur les considérations suivantes:

(a) l'importance des solutions à caractère préventif, privilégiant l'autoprotection des satellites déployés et leur utilisation dans l'identification des menaces;

(b) la nécessité d'améliorer la manœuvrabilité des satellites afin de rendre leur interception plus difficile et de limiter

ainsi la vulnérabilité de la structure satellitaire actuelle;

(c) la nécessité d'une meilleure protection des transmissions et des communications, sans laquelle toutes les mesures de protection des satellites seraient stériles;

(d) la nécessité d'accorder autant d'importance à la surveillance de l'espace qu'à la surveillance à partir de l'espace, principale tâche des systèmes actuellement déployés;

3. D'envisager notamment, dans le cadre de cette étude, la création d'une organisation internationale de régulation spatiale sur le modèle de l'OACI, qui pourrait être complétée par une seconde instance comparable dans son fonctionnement à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), qui aurait la charge de maîtriser la prolifération des capacités ASAT et participerait à la veille spatiale;

4. D'envisager, si la première proposition n'est pas acceptable pour les parties concernées, la création de deux départements au sein d'une même instance, le premier focalisé sur la régulation spatiale générale, le second chargé de la veille spatiale et de la maîtrise de la prolifération des capacités ASAT;

5. D'assortir, dans les deux cas, ces structures de pouvoirs et de mécanismes de vérification et de contrôle effectifs;

6. D'inclure dans la compétence de ces nouvelles structures les efforts initiés en matière environnementale, notamment pour éviter que les déchets issus de programmes obsolètes ne se transforment en débris orbitaux particulièrement gênants dans l'optique annoncée d'une nouvelle ère d'exploration spatiale;

7. De promouvoir la constitution de stocks de lanceurs d'urgence qui soient

mis à la disposition des autorités européennes et nationales compétentes dans l'éventualité d'une destruction satellitaire découlant d'un tir ASAT ou d'une explosion nucléaire à haute altitude (HAND-High Altitude Nuclear Detonation);

8. De promouvoir et d'encourager les initiatives européennes et nationales visant à développer des familles de lanceurs nécessaires pour le remplacement rapide des satellites vitaux en service, comme le font les Etats-Unis, la Russie, la Chine et Israël.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 804 ⁽¹⁾

Dispiegamento di armamenti nello spazio: Seconda parte

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerata innanzi tutto la necessità di sottolineare la differenza tra militarizzazione e arsenalizzazione dello spazio extra-atmosferico e accettata la definizione della militarizzazione dello spazio come l'utilizzo di sistemi spaziali in sostegno alle operazioni militari di terra e quella dell'arsenalizzazione come lo schieramento di armi in orbita;

(ii) Constatato che, nonostante alcuni tentativi innovativi, non sembra emergere alcuna iniziativa spaziale europea comune e che, confrontata con reali difficoltà sul suo progetto emblematico, Galileo, l'Europa è regolarmente oggetto di critiche circa la credibilità in materia di sicurezza del suo settore spaziale;

(iii) Ricordando che l'economia europea, come l'economia mondiale nel suo complesso, è particolarmente vulnerabile a un attacco che miri la sua architettura satellitare, poiché lo spazio è un settore allo stesso tempo sensibile e vitale che è necessario proteggere;

(iv) Considerato, in tale logica, che è legittimo per uno Stato cercare di proteggere i propri sistemi ed equipaggiamenti

spaziali, nel rispetto del diritto spaziale esistente;

(v) Constatato che il diritto dello spazio si fonda essenzialmente su cinque trattati multilaterali di carattere generale: il Trattato sullo spazio extra-atmosferico (1967), l'Accordo sul salvataggio degli astronauti (1968), la Convenzione sulla responsabilità internazionale per danni cagionati da oggetti spaziali (1975), la Convenzione sull'immatricolazione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico e l'Accordo sulla luna (1979);

(vi) Ricordando che ai sensi dell'articolo IV, paragrafo 1, del Trattato sullo spazio extra-atmosferico, i paesi firmatari si impegnano « a non mettere in orbita intorno alla terra alcun oggetto portatore di armi nucleari o di qualsiasi altro tipo di armi di distruzione di massa, a non installare tali armi su corpi celesti e a non posizionare tali armi, in qualsiasi altro modo, nello spazio extra-atmosferico »;

(vii) Preso atto che tutte le grandi potenze spaziali hanno sottoscritto gli obiettivi e i principi del Trattato sullo spazio extra-atmosferico;

(viii) Reso evidente che lo schieramento di armamenti, al di fuori delle armi di distruzione di massa, non è espressamente vietato in sé, ma che ne è pienamente vietata, invece, l'esecuzione di test;

(1) Approvata dall'Assemblea il 6 giugno 2007, nel corso della 5ª seduta plenaria.

(ix) Considerato che, qualora le principali potenze spaziali avessero una volontà reale di porre fine ad ogni ambiguità, ratificherebbero ed applicherebbero la totalità dei testi esistenti e che, anche se gli Stati Uniti sembrano determinati ad evitare qualsiasi vincolo, la responsabilità tra tutte le parti interessate viene condivisa;

(x) Constatato a tal riguardo che le principali potenze spaziali non hanno ancora ratificato l'Accordo sulla luna;

(xi) Plaudendo le iniziative che mirano alla prevenzione di una corsa agli armamenti nello spazio extra-atmosferico (PAROS), elaborati all'interno della Conferenza sul disarmo delle Nazioni Unite;

(xii) Constatata l'assenza di un rete internazionale di controllo dei sistemi e delle armi ad energia diretta quali i laser e che oltre al test di arma antisatellite cinese del gennaio 2007, l'accecamento di un satellite spia americano sopra al territorio cinese da un laser era stato oggetto di numerose controversie;

(xiii) Considerato che sarebbe opportuno effettuare un'analisi approfondita all'interno dell'Unione europea circa queste nuove tecnologie, al fine di poter rispondere alle sfide che ciò rappresenta per i sistemi satellitari europei Galileo e GMES, ed anche per quelli nazionali che contribuiscono alle capacità spaziali mondiali;

(xiv) Reso evidente che l'azione anti-satellite cinese rischia di avere prima o poi effetti negativi poiché giustifica progetti di arsenalizzazione dello spazio che oltrepassano il quadro della « legittima difesa spaziale » e possono comprendere capacità offensive di primo attacco;

(xv) Reso evidente il rischio che i test di armi nello spazio fanno pesare sui sistemi spaziali civili, in particolare con la disseminazione di detriti spaziali, malfunzionamenti accidentali e i « danni collaterali » che possono comportare;

(xvi) Richiamando che, secondo le stime delle Nazioni Unite, circa 12 300

detriti di lunghezza compresa tra dieci centimetri e un metro e oltre 200 000 detriti di taglia inferiore a un centimetro, difficilmente reperibili o individuabili, gravitano in orbita terrestre bassa;

(xvii) Considerato che l'aumento del numero di soggetti pubblici o privati nello spazio accresce matematicamente il rischio di collisioni orbitali o di detriti spaziali e che la prospettiva di uno schieramento di armamenti nello spazio è fonte di preoccupazione ulteriore poiché moltiplicherebbe i rischi che venga innescata un'esplosione per inavvertenza;

(xviii) Reso evidente che tali constatazioni dimostrano chiaramente le lacune esistenti in materia;

(xix) Preso atto che l'istituzione di un'organizzazione spaziale internazionale avrebbe quanto meno il merito di fissare norme da rispettare, sul modello di ciò che viene fatto all'interno dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI);

(xx) Considerato che la proliferazione della tecnologia delle armi antisatellite (ASAT) nonché lo sviluppo di nuove armi ASAT o il miglioramento degli arsenali esistenti da parte degli Stati che hanno progetti e capacità in tale campo sono due pericoli che minacciano la sicurezza internazionale;

(xxi) Stimando che quasi una quindicina di Stati dispongono di capacità avanzate di lancio di sistemi spaziali e che alcuni di essi potrebbero sviluppare programmi volti ad acquistare capacità ASAT,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI CHIEDERE AGLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE E DELL'AGENZIA SPAZIALE EUROPEA

1. Di proporre l'elaborazione di un'analisi europea sulle ripercussioni di un eventuale dispiegamento di armamenti nello spazio in vista di proteggere e rafforzare le capacità spaziali europee, adottando misure a carattere preventivo e reattivo;

2. Di basarsi, in tale contesto, sulle considerazioni seguenti:

(a) l'importanza delle soluzioni a carattere preventivo, che privilegia l'autoprotezione dei satelliti dispiegati e il loro utilizzo nell'identificazione delle minacce;

(b) la necessità di migliorare la capacità di manovra dei satelliti, al fine di rendere più difficile la loro intercettazione e di limitare, così, la vulnerabilità della struttura satellitare attuale;

(c) la necessità di una migliore protezione delle trasmissioni e delle comunicazioni, senza la quale tutte le misure di protezione dei satelliti sarebbero sterili;

(d) la necessità di concedere tanta importanza al controllo dello spazio quanta al controllo a partire dallo spazio, compito fondamentale dei sistemi attualmente dispiegati;

3. Di prevedere in particolare, nel quadro di tale analisi, la creazione di un'organizzazione internazionale di regolazione dello spazio sul modello dell'OACI, che potrebbe essere completata da una seconda istanza paragonabile nel funzionamento all'AIEA (Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica), che si incaricherebbe di gestire la proliferazione delle capacità ASAT e parteciperebbe alla vigilanza spaziale;

4. Di prevedere, qualora la prima proposta non venga accettata dalle parti interessate, la creazione di due dipartimenti all'interno di uno stesso organismo, il primo focalizzato sulla regolazione generale dello spazio, il secondo incaricato della vigilanza dello spazio e della gestione della proliferazione delle capacità ASAT;

5. Di fornire, in entrambi i casi, tali strutture di poteri e meccanismi di verifica e controllo effettivi;

6. Di includere nella competenza di tali nuove strutture i lavori iniziati in materia ambientale, in particolare per evitare che i rifiuti ricavati da programmi obsoleti non si trasformano in detriti orbitali particolarmente preoccupanti nell'ottica annunciata di una nuova era di esplorazione spaziale;

7. Di promuovere la costituzione di scorte di lanciatori di emergenza che vengano messe a disposizione delle autorità europee e nazionali competenti nell'eventualità di una distruzione satellitare derivante da tiro ASAT o da un'esplosione nucleare ad alta quota (HAND - High Altitude Nuclear Detonation);

8. Di promuovere e incoraggiare le iniziative europee e nazionali volte allo sviluppo delle famiglie di lanciatori necessari per la rapida sostituzione dei satelliti vitali in servizio, come fanno gli Stati Uniti, la Russia, la Cina e Israele.